



LA LUTTE CONTRE LE NARCOTRAFIC : UNE BELLE FABLE

Les moyens manquent sur le terrain !

21 novembre 2026

Tout au long de l'année, les annonces gouvernementales s'enchaînent, toutes plus fracassantes les unes que les autres. Ces 19 et 20 novembre, une délégation interministérielle était encore en Guadeloupe pour évaluer les moyens dédiés à la lutte contre le trafic de stupéfiants.

Pourquoi aucune rencontre avec les organisations syndicales n'est prévue à l'agenda ?

Pourtant, sur le terrain, **l'UNSA Douanes constate un fossé abyssal entre les discours et les actes de notre administration.**

Faire la guerre avec des bâtons et des bouts de ficelle

Face à l'explosion de la menace, la réponse de l'administration centrale est incompréhensible : elle réduit encore les effectifs, qu'elle croit compenser par des moyens technologiques.

- En Guadeloupe : **notre Direction Régionale passe de 235 à 232 ETP (Équivalent Temps Plein travaillé).**

  À Montreuil, sait-on que plusieurs services de Surveillance (SU), pourtant en première ligne face au narcotrafic, sont déjà en sous-effectif ?

  Les Départements Français d'Amérique comptent-ils vraiment dans cette lutte ? Se soucie-t-on réellement à Paris du sort des populations de ces territoires ?

- Au niveau national : **700 emplois de douaniers ont été détruits en moins de 10 ans. Un véritable plan social silencieux !**

Une explosion des trafics déjà alertée par le Sénat

Les chiffres parlent d'eux-mêmes et démontrent l'échec des politiques actuelles :

- **50 % des saisies de stupéfiants nationales ont lieu sur la zone Antilles-Guyane.** Ce chiffre n'est pas le signe d'une performance accrue, mais la conséquence d'une production de cocaïne multipliée par 4 en moins de deux ans.

  Une saisie de 24 kg de cocaïne (le 20/11/2026) sur le vecteur fret express est réalisée à Roissy en provenance de Pointe-à-Pitre.

  Mais alors comment se fait-il que les effectifs EMCAS ne soient pas saturés, ni considérés comme une des priorités dans un contexte général de lutte contre le narcotrafic ?

- **Un avertissement ignoré** : Dès 2024, le rapport sénatorial n° 264 (« L'action de l'État en outre-mer : pour un choc régalien ») dressait **un constat sans appel sur la défaillance de l'État** face à la délinquance armée et aux trafics.

En refusant d'adapter les moyens à cette réalité, l'administration laisse les organisations criminelles prospérer. **C'est une mise en danger délibérée de nos territoires et de leurs populations.**

À l'aune des moyens réellement mis en œuvre et des discours, la guerre contre le narcotrafic est-elle effectivement menée ?

Le bien-être des agents gravement menacé

Cette logique comptable a des conséquences humaines désastreuses dans tous nos services :

- **Souffrance au travail** : L'ambiance est morose, les agents perdent leurs repères et les collègues encadrants subissent un stress permanent.
- **Dialogue social en panne** : **L'exposition aux risques psychosociaux (RPS)** atteint un niveau critique, mais **le DUERP les minimise** et **l'administration fait l'autruche** en instance.
- **Des outils ignorés** : **Les fiches de signalement s'accumulent et cristallisent les tensions internes.** Pendant ce temps, les résultats de l'Observatoire interne restent lettre morte et le projet d'une notation à 360° a été balayé d'un revers de main. **On se demande bien pourquoi ?**

Nos observations de terrain sont sans appel : ce sont bien les effets délétères de ces plans dits « stratégiques » qui ont dégradé la performance opérationnelle de l'ensemble de nos services.

FACE À CE CONSTAT ALARMANT, L'UNSA DOUANES EXIGE :

– la fin d'une gestion sous le seul prisme budgétaire de la sécurité des territoires ultramarins,
– l'arrêt des suppressions d'emplois,
– et le renforcement des moyens humains et matériels de la Douane en Guadeloupe pour que les agents exercent leurs missions en sécurité.

L'UNSA DOUANES NE VEUT PLUS DE SLOGANS MAIS DES ACTES RÉELS.

Rejoignez l'UNSA Douanes Guadeloupe pour défendre nos métiers et nos conditions de travail !

